



HENRY NICHOLLS/AFP via Getty Images

Prêt pour un « État de Palestine »

Qu'est-ce que cela signifie pour l'État d'Israël ?

- Mihailo S. Zekic
- [01/09/2025](#)

Le président français Emmanuel Macron a fait la première annonce le 24 juillet. Il a écrit sur les réseaux sociaux : « Conformément à son engagement historique en faveur d'une paix juste et durable au Proche-Orient, j'ai décidé que la France reconnaîtrait l'État de Palestine. » Le 29 juillet, le premier ministre britannique Sir Keir Starmer a emboîté le pas : « Je peux confirmer que le [Royaume-Uni] reconnaîtra l'État de Palestine à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre. » Le premier ministre canadien Mark Carney a déclaré le 30 juillet : « Le Canada a l'intention de reconnaître l'État de Palestine ».

La plupart des pays reconnaissent un « État de Palestine ». Mais jusqu'à présent, les grandes exceptions sont les États-Unis, la plupart des pays européens, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la Corée du Sud. La France est le premier pays du Groupe des sept (G7) à prendre cette initiative. Le Royaume-Uni et le Canada ayant suivi l'exemple de la France, Israël se retrouve isolé.

PT_FR

Certains de ces pays se sont donné des échappatoires commodes. M. Starmer a indiqué qu'il pourrait changer d'avis s'il devenait évident que le Hamas ne voulait pas mettre fin à la guerre (comme si près de deux ans de combats ne le prouvaient pas). M. Carney a posé des conditions à l'Autorité nationale palestinienne (ANP) : organiser des élections libres et équitables, démilitariser et exclure le Hamas du gouvernement. Mais tout ce que Carney a demandé, c'est que l'ANP *promette* de telles réformes, ce qu'elle a fait depuis 20 ans sans aucun résultat.

Starmer a posé des conditions à *Israël*. Il a déclaré qu'il s'abstiendrait si « le gouvernement israélien prenait des mesures substantielles pour mettre fin à l'épouvantable situation à Gaza, acceptait un cessez-le-feu et s'engageait en faveur d'une paix durable à long terme, ravivant la perspective d'une solution à deux États ».

Starmer a commencé son annonce en déclarant : « Les otages [que le Hamas a kidnappés le 7 octobre 2023] sont toujours retenus aujourd'hui ». Si Israël et le Hamas mettaient en vigueur un cessez-le-feu, le Hamas devrait libérer les derniers otages. Starmer a donné au Hamas une raison de *ne pas* libérer les otages et de *ne pas* accepter un cessez-le-feu.

À moins que des facteurs extérieurs n'interviennent, le Hamas a désormais de bonnes raisons de *ne pas* parvenir à un

accord.

La Palestine est-elle considérée comme un État ?

Le *Cambridge Dictionary* résume la définition générale d'un « État souverain » : « un territoire avec des frontières fixes qui a un contrôle total sur son propre gouvernement et ses lois et n'est pas contrôlé par un autre pays ».

La Palestine ne répond pas à ces critères :

- La Palestine n'a pas de frontières fixes. Une partie de la Cisjordanie, désignée sous le nom de « zone C » dans les accords d'Oslo, est sous contrôle à la fois militaire et civil israélien, et devait, selon les accords d'Oslo, faire partie d'un échange de terres entre Israël et les Palestiniens. La question de savoir quelles terres particulières doivent être échangées, le cas échéant, n'a pas été réglée depuis des décennies.
- La Palestine n'a pas le contrôle total de son propre gouvernement. Depuis 2007, l'Autorité palestinienne n'a plus aucune autorité sur Gaza. Après une brève guerre civile, le Hamas l'a remplacé et dirige toujours l'enclave. Israël contrôle certaines parties de la Cisjordanie à des degrés divers. Même dans les territoires théoriquement contrôlés par le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, des groupes terroristes comme le Hamas et le Jihad islamique palestinien ont usurpé le contrôle de villes comme Jénine et Naplouse.
- L'Autorité palestinienne ne contrôle même pas ses propres lois. Abbas, âgé de 89 ans, a remporté l'élection en 2005 pour un mandat de quatre ans. En 2009, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) — une organisation distincte — a prolongé son mandat indéfiniment. L'Autorité palestinienne n'a pas organisé d'autres élections depuis lors.

Des pays non reconnus comme Taïwan et le Somaliland répondent mieux à cette définition que la Palestine. Les dernières décisions ne concernent pas la reconnaissance de l'État palestinien, car la Palestine n'a pas le statut d'État. Alors, de quoi s'agit-il ?

Capitulation devant le mal

La rapidité avec laquelle ces trois pays ont fait leurs annonces suggère que les dirigeants étaient impatients de saisir cette opportunité. Ils l'auraient probablement fait depuis longtemps s'il n'y avait pas eu de pressions de la part des États-Unis pour qu'ils ne le fassent pas.

Des sources interrogées par Politico ont indiqué que la France avait coordonné sa décision avec le Royaume-Uni et le Canada : « Macron [...] s'est tourné vers les pays du G7 et ses partenaires européens pour reprendre l'initiative. Si plusieurs pays se ralliaient à Paris, puissance nucléaire et membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, Israël pourrait être contraint d'écouter. » Un ancien diplomate britannique a déclaré à Politico : « Il a calculé que le Royaume-Uni suivrait la même direction. »

Avant que Starmer ne fasse son annonce, des fuites dans les médias laissaient entendre qu'il allait reconnaître un État de Palestine. Le président américain Donald Trump se trouvait alors en Écosse. Depuis des décennies, les États-Unis sont la seule grande puissance qui empêche généralement l'Occident de reconnaître un État palestinien. Mais lorsque les médias lui ont demandé ce qu'il pensait de ces rumeurs, le président Trump a répondu : « Je ne vais pas prendre position. Je n'ai rien contre le fait qu'il prenne position ».

Starmer et Carney ont manifestement pris cela comme un signal pour aller de l'avant. Depuis, le gouvernement américain a fustigé ces deux pays. Le président Trump a laissé entendre que cela entrerait en ligne de compte dans les négociations commerciales canadiennes. Le Canada est aujourd'hui confronté à des droits de douane de 35 pour cent dans ses échanges avec les États-Unis, mais le mal est déjà fait.

Il existe certaines considérations d'ordre national à prendre en compte. Les musulmans britanniques constituent un bloc de votants massif pour le Parti travailliste de Starmer. Le Parti travailliste est en train de s'enfoncer dans les sondages ; Starmer aurait pu calculer que la reconnaissance de la Palestine serait un moyen peu coûteux de soutenir sa base.

Mais ces pays savent que l'Autorité palestinienne ne se reformera pas de manière significative. Ils savent que forcer Israël à conclure un accord de paix donnera au Hamas le temps de se regrouper et de lancer un nouveau massacre des Juifs dans un avenir proche. Ils savent que cette décision ne fera qu'entraîner davantage d'effusions de sang dans un avenir proche.

Au cours du week-end, le Hamas a publié des vidéos de deux otages israéliens qu'il détient toujours, Rom Braslavski et Evyatar David. Près de deux ans après leur enlèvement, les deux otages ressemblent à des squelettes vivants, des coquilles vides de ce qu'ils étaient autrefois. Tous deux se trouvaient dans les tunnels sous Gaza. David creusait un trou qui, selon lui, serait sa tombe, tandis que le bras non émâché de son ravisseur bien nourri se tendait devant la caméra. Braslavski a déclaré qu'il ne pouvait plus marcher ; chaque mot qui sortait de sa bouche était mêlé aux larmes d'un homme brisé.

Ce sont des gens mauvais comme ceux-ci — les successeurs spirituels d'Heinrich Himmler et des SS, que Macron, Starmer et Carney aident et encouragent. Ils peuvent voir ce mal sur leurs propres téléviseurs. Pourtant, cela ne les arrête pas. Que ce soit par indifférence cruelle ou pour satisfaire les électeurs, ils poussent Israël à signer son propre arrêt de mort et à préparer le Proche-Orient à un nouvel Holocauste. Et ils ne peuvent pas se cacher derrière l'ignorance.

Comme l'a écrit l'analyste Melanie Phillips, peu importe les excuses avancées par des hommes comme Starmer. « Qu'il s'agisse de s'incliner devant le bloc musulman de plus en plus puissant en Grande-Bretagne ou devant sa propre extrême gauche, cela n'a aucune importance. Tout comme il a fait campagne pour que Jeremy Corbyn, un extrémiste de gauche, devienne Premier ministre lors des dernières élections générales, tout en faisant semblant de se boucher le nez, il croit sincèrement qu'il agit de manière honnête et décente alors qu'il sombre dans la faillite morale la plus totale. »

« Il ne s'agit pas seulement d'hypocrisie », a-t-elle poursuivi. « Il ne s'agit pas seulement d'aveuglement moral. » Lui et son misérable Parti travailliste représentent désormais une menace mortelle pour les valeurs civilisées. Les complices de la barbarie d'aujourd'hui ne portent pas de bottes militaires ni les lunettes et les galons d'un généralissime de la junte. Ils portent le costume et les lunettes sérieuses d'un avocat des droits de l'homme ».

Et maintenant ?

La France, le Royaume-Uni et le Canada ne sont plus les plus grands soutiens d'Israël depuis plusieurs décennies. Mais cela n'a pas toujours été le cas. L'État d'Israël existe aujourd'hui grâce à la déclaration Balfour, une promesse faite par le gouvernement britannique de créer un État juif sur les terres alors contrôlées par l'Empire ottoman pendant la Première Guerre mondiale. La Grande-Bretagne et la France sont entrées en guerre avec Israël contre l'Égypte lors de la crise de Suez en 1956. La France a aidé Israël à mettre en place son programme nucléaire. Le chef de l'opposition canadienne Andrew Scheer a fait de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël une promesse de campagne en 2019.

Il peut sembler surprenant que certains des plus proches alliés d'Israël soient devenus ses plus féroces détracteurs. Mais cela correspond à la prophétie biblique.

Autrefois, Dieu a fait de grandes promesses au patriarche Abraham, comme l'indique la Genèse 12 : 1 - 3. Herbert W. Armstrong a écrit dans son livre de référence [Les Anglo-Saxons selon la prophétie](#) :

De même, les promesses faites par Dieu à Abraham comportaient deux phases : l'une purement matérielle et nationale, l'autre spirituelle et individuelle. La promesse spirituelle du Messie et du salut à travers Lui est bien connue des étudiants les plus superficiels de la Bible. Ils savent que Dieu a fait à Abraham la promesse spirituelle que le Christ naîtrait parmi ses descendants, et que le salut nous est donné à travers le Christ. [...]

Remarquez à nouveau comment Dieu a appelé Abram pour la première fois, et la double nature de ses promesses : « L'Éternel dit à Abram : Va t'en de ton pays, de ta patrie et de la maison de ton père, dans le pays que je te montrerai. Je ferai de toi une grande nation [...] et toutes les familles de la terre seront bénies en toi » (Genèse 12 : 1-3).

Remarquez la double promesse : 1) « Je ferai de toi une grande nation » — la promesse nationale, matérielle, que ses enfants nés de la chair deviendraient une grande nation — une promesse de race ; 2) « ... et toutes les familles de la terre seront bénies en toi » — la promesse spirituelle de la grâce. Cette même promesse est répétée en Genèse 22 : 18 : « Toutes les nations de la terre seront bénies en ta postérité [...] » Cette « postérité » particulière se réfère au Christ, comme l'affirme clairement Galates 3 : 8, 16.

Dieu a accompli cette promesse de grâce par l'intermédiaire du peuple juif, la lignée dont Jésus-Christ est issu (Hébreux 7 : 14). Mais la première promesse a été transmise aux arrière-petits-fils d'Abraham, Éphraïm et Manassé (Genèse 48 : 14-20). M. Armstrong a prouvé dans *Les Anglo-Saxons selon la prophétie* que cette promesse s'est accomplie à travers les descendants d'Éphraïm et de Manassé, les peuples britannique et américain. Cela inclut les pays du Commonwealth, comme le Canada.

La France descend d'une autre tribu d'Israël : Ruben. Ruben a empêché ses descendants d'hériter de la promesse d'être la grande nation de Genèse 12. Cependant, Genèse 49 : 3 montre que Ruben sera quand même béni avec une certaine mesure de puissance et de grandeur nationales. Le Canada a également une forte influence française.

En d'autres termes, Israël, la Grande-Bretagne, le Canada et la France sont des pays frères liés par un héritage biblique commun. Pourtant, ils ne se comportent pas comme des frères. À tout le moins, le reste de la famille se ligue contre les Juifs.

Dieu a promis à Son peuple de grandes bénédictions nationales s'il obéissait à Ses commandements. Il a également promis des malédictions en cas de désobéissance. (*Les Anglo-Saxons selon la prophétie*). Certaines de ces malédictions comprennent : « Et on arrache à droite, et on a faim ; et on dévore à gauche, et on n'est pas rassasié. Ils mangent chacun la chair de son bras. Manassé, Éphraïm, et Éphraïm, Manassé ; et ceux-ci ensemble sont contre Juda. Pour tout cela, sa colère ne s'est pas détournée, et sa main est encore étendue » (Ésaïe 9 : 20-21 selon la version Darby française). Et encore une fois : « Puis Je [Dieu] brisai ma seconde houlette Union, pour rompre la fraternité entre Juda [le peuple juif aujourd'hui] et Israël [les autres tribus, principalement Éphraïm et Manassé] » (Zacharie 11 : 14).

Nous constatons que cette fraternité est en train de se briser.

D'autres prophéties montrent que les Juifs se tourneront vers une autre nation pour obtenir de l'aide : L'Allemagne, mentionnée dans Osée 5 : 13 sous son ancien nom d'Assyrie. L'Allemagne n'a pas reconnu la Palestine comme un État. Se pourrait-il que l'État d'Israël se tourne vers l'Allemagne parce que *tous les autres pays* sont devenus *hostiles* ?

La prophétie biblique montre que la confiance de Juda en l'Allemagne conduira à une attaque plus grave que celle à laquelle il est confronté de la part de ses nations frères. Mais Dieu révèle aussi Ses plans pour sauver Israël et unir les tribus frères.

Pour en savoir plus, demandez un exemplaire gratuit de [Les Anglo-Saxons selon la prophétie](#)